



l'Europe

■ Opinion | Société

2010, année zéro ?

Pierre OZER et Dominique PERRIN

Respectivement climatologue, docteur en sciences géographiques de l'université de Liège et ingénieur agronome, docteur en environnement de la faculté agronomique de Gembloux.

► Haïti est le révélateur de notre société catatonique : laisser une situation difficile mais identifiée se dégrader à l'extrême pour réagir uniquement dans l'urgence.

Haïti, année zéro" titrait le journal "Le Monde" à la suite du tremblement de terre du 12 janvier dernier. Les dégâts sont très importants et le nombre de victimes impressionnant (230000 morts, 300000 blessés et 1,2 million de sans-abri), notamment dans la capitale Port-au-Prince, mégacité de 2,5 millions d'habitants dont 72 % de la population vit dans des bidonvilles miséreux surpeuplés. Dans un pays où les plus pauvres vont jusqu'à consommer des galettes d'argile pour tenter d'oublier la faim. Manger de la terre pour postposer la mise sous terre... Dans un pays où il est accepté qu'un enfant sur dix n'atteigne pas l'âge de cinq ans. Dans un pays où il est toléré que les femmes aient une chance sur vingt de perdre la vie en donnant la vie. Dans un pays où 55 % de la population vit avec moins d'un euro par jour, soit une canette au distributeur du coin. Dans un pays vulnérable qui, de surcroît, se trouve à l'intersection de plaques tectoniques et sur l'autoroute des cyclones tropicaux qui balayent les Caraïbes, cette portion d'île ignorée par la communauté internationale est à nouveau touchée par la "malédiction", naturelle cette fois.

Ce pays s'est littéralement pulvérisé sous l'effet des secousses sismiques, car il souffrait préalablement d'ostéoporose à un stade avancé.

Agonie lente aggravée par la carence de soins – même palliatifs – suivie d'une catastrophe subite et extraordinairement complexe, débouchant sur un chaos pathétiquement prévisible; telle est la séquence "écrite" et dupliquée pour nombre de pays dits "fragiles" selon le jargon des Nations unies.

"Année zéro", donc, puisque la tectonique a fait table rase du passé, à tout le moins du passé architectonique...

Soudainement, il n'aura fallu que quelques images nauséabondes saupoudrées d'une grosse dose d'émotion nécessaire à tout bon "story-telling" pour qu'Haïti retrouve une place sur le planisphère et que les citoyens du village mondial se mobilisent pour venir en aide à ce peuple meurtri. Les ONG, Etats et organismes en tous genres se ruent sur Port-au-Prince. Les GI américains hissent le drapeau de l'Oncle Sam sur le seul aéroport international du pays. Le tout dans une pagaille indescriptible. Ce syndrome d'hyperkinésie fulgurant et passager après une longue période de repli sur soi porte un nom en psychiatrie : la "catatonie". Et le hasard fait que ce terme suit directement le substantif "catastrophe" dans le dictionnaire. C'était donc écrit, la catastrophe met en lumière cette caractéristique intrinsèque des Etats modernes : la société catatonique. Cette faculté, donc, de laisser une situation difficile bien identifiée se dégrader à l'extrême pour réagir uniquement en cas de stress ultime.

Et si Haïti est révélateur, d'autres exemples ne manquent pas : la crise financière, la famine quasi structurelle dans divers pays d'Afrique, le licenciement abusif des travailleurs belges d'AB-Inbev, la vulnérabilité des pays du sud suite au réchauffement climatique, etc.

Le problème principal réside dans le fait que lorsque la fracture ultime apparaît, il est le plus souvent impossible de revenir à une situation d'équilibre, car le long processus de dégradation a fait son œuvre. La surexcitation débridée se limite à faire face à des situations d'urgence de manière chirurgicale, momentanée et superficielle. De cette manière, les pays "fragiles" restent fragiles et l'écart qui les sépare des pays "riches" augmente; les emplois "fragiles" seront délocalisés, les malnutris seront de plus en plus nombreux, et certains cols blancs, multinationales et autres bandits de la haute finance continueront à faire des montages immoraux dans les paradis fiscaux sur le dos des Etats qui auront de plus en plus de difficultés à trouver les moyens pour mettre en place des programmes sociaux tendant à assurer le bien commun.

Sur base de cette évidence, il est intéressant de se demander pour combien de temps le compteur restera à "année zéro" en Haïti; si la situation financière grecque, européenne et internationale ne va pas amener notre compteur à "1929" ou si le réchauffement climatique ne nous mènera pas à l'époque pré-homo sapiens sapiens.

mais aussi pour mettre sur pied son "ministère" – pardon, son service européen d'action extérieure (SEAE) – tant chaque Etat y veut d'abord défendre ses intérêts nationaux. Lady Ashton a-t-elle d'ailleurs vraiment la fibre européenne ? Il serait intéressant de voir comment elle abordera le problème de la défense européenne, car la Grande-Bretagne s'est toujours opposée au concept d'une défense européenne autonome. Il est pourtant évident que si l'UE veut avoir sa propre capacité de défense et de sécurité, condition essentielle pour prétendre être une "puissance", il faudra imaginer et mettre sur pied des structures spécifiquement européennes, bref quelque chose de comparable à ce dont disposent les Etats-Unis, la Chine, la Russie, etc. Sinon, que cela plaise ou non, au sein de l'Otan, les armées nationales européennes, trop petites et pour le moins hétéroclites – quelles que soient leurs valeurs opérationnelles – ne pourront jamais que jouer les supplétifs des Américains comme cela a été et est le cas en Irak et en Afghanistan.

Je me demande si le meilleur aspect du traité de Lisbonne n'est pas le renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Ce serait un progrès si les citoyens européens comprenaient que les élections européennes seront, à l'avenir, les plus importantes auxquelles ils participeront, parce que le Parlement européen les représente à l'échelle de l'Europe et que c'est à cette échelle-là qu'on peut avoir une influence à l'échelle du monde. Il faut donc y envoyer les "meilleurs", c'est-à-dire les Européens les plus convaincus et non pas ceux dont on ne sait plus que faire à l'échelle nationale ou régionale.

Le nationalisme et une de ses dérivées qu'est le régionalisme sont pourtant en train de "tuer" le concept d'une UE forte et de provoquer sa balkanisation de plus en plus inéluctable dans le monde de demain. A ce propos, le cas de notre pays est exemplaire.

La plupart des responsables politiques

belges se proclament "européens". Un ami français me disait un jour combien il avait été impressionné par le livre de G. Verhofstadt "Les Etats-Unis d'Europe". Beaucoup de responsables politiques ont joué ou jouent un rôle important à la Commission ou au Parlement européen. H. Van Rompuy est devenu le premier président du Conseil européen. Mais, à l'échelon belge, tous ces responsables appartiennent aujourd'hui à des "petits partis régionaux" qui défendent essentiellement des "intérêts régionaux" et qui consacrent une énergie considérable à transformer presque tous les problèmes qui se posent au pays en conflits "communautaires". Face aux défis que doivent relever la Belgique et l'UE dans les décennies à venir, ces conflits sont pourtant dérisoires et il est décevant de voir tous ces responsables politiques, soi-disant européens se regarder en chiens de faïence au sein des "petites communautés" belges.

Lors des débats sur l'identité nationale en France, il a été suggéré de déployer un drapeau français dans toutes les écoles de France et de Navarre. Il serait peut-être utile que tous les enfants européens entrant à l'école cette année – de Helsinki à Séville et de Dublin à Nicosie – aient toujours sous les yeux le drapeau étoilé de l'UE. Car si cette génération-là ne comprend pas que son avenir, c'est-à-dire son mode de vie, son travail, sa sécurité, dépend davantage d'une UE plus proche du concept des Etats-Unis d'Europe que de celui de rassemblements "à la carte" des Etats-nations, alors elle doit s'attendre dans vingt ou trente ans, c'est-à-dire demain matin, à voir cet avenir décidé ailleurs qu'en Europe.

L'UE des Etats-nations est vouée à l'échec politique dans le monde de demain et plus l'UE s'élargira dans le cadre actuel, plus elle se "balkanisera" et perdra toute influence réelle sur la marche du monde.

→ (1) "La Libre" du 3 février 2010: "Un autre monde en gestation".

Copie